

PERMANENCES SYNDICALES :

Nancy : Lundi et
vendredi de 14 à
17h, 4 rue de
Phalsbourg -
03.83.35.01.48

Metz : 1er mercredi
du mois de 14 à
16h, 3 rue Dupré
de Geneste -
06.81.19.69.29

EDITO

L'année a filé à une vitesse folle. Forte en rebondissements, on y aura vu des efforts insensés de la part du gouvernement pour écraser toute contestation de son "projeeeeet". Des délits de la BRAV-M aux louvoyages constitutionnels, le clan macronien n'aime décidément pas risquer la moindre contradiction. Il est bien loin, le "qu'ils viennent me chercher"! L'ambiance qui régnait dans les cortèges, notamment parisiens, aurait pu se révéler fructueuse dans ce type de partie de cache-cache. Et pendant que nous battions le pavé, les nouvelles tombaient, une à une, de suppressions de postes ici, concernant la réforme (en fait la casse) du Lycée Pro là... Le débat philosophique a perdu un personnage dont la réflexion peut accompagner nos luttes pour un monde viable. Les

remplaçant·es se font rares et bientôt distant·es. Dans un contexte de discours public qui rabache constamment les insécurités à grands coups de faits divers, parfois opportuns pour dévier les regards de l'aporie gouvernementale, nous voulons rappeler notre attachement aux libertés, aujourd'hui particulièrement menacées. Ce mois-ci, spécialement, la liberté d'être qui l'on est, sans avoir à s'excuser, ni jamais baisser les yeux.

Pour pouvoir exister, le canard a besoin de vous. Écrivez-nous ! Vos textes sont primordiaux pour permettre à cet outil de persister.

Envoyez vos contributions, fiches de lectures, coups de gueule ou de cœur et autres passions militantes, à :
sudeduclor@protonmail.com

Sommaire :

Edito	p. 1
Une lutte pour une classe	p. 2
Bruno Latour	p. 3
Prof virtuel	p. 4
Fierté et lutte	p. 5
Sécurité contre liberté	p. 6
Ma première AG	p. 7
Pride radicale à Metz	p. 8

AESH

✘ Nous ne sommes pas des variables d'ajustement

✔ Un vrai métier, un vrai statut, un vrai salaire

📢 TOUTES & TOUS EN GRÈVE LE 13 JUIN !



Agenda :

Congrès SUD éducation
Lorraine : 15 et 16 juin

Pride à Metz : 17 juin
(voir p5 et 8)

Prochaine AG antifa :
le 28 juin

Prochaine AG SUD : 21 juin à
Nancy, au local

Mobilisations pour les
travailleur·euses sans
papiers : 17 juin et 8 juillet

Pour tout savoir, sans se faire avoir : retrouve les guides de la fédération SUD éduc'!

[Premier degré \(.pdf\)](#)

[Second degré \(.pdf\)](#)

[Supérieur \(.pdf\)](#)

[Tous les guides](#)



UNE LUTTE POUR UNE CLASSE

En décembre, coup de gel sur les postes : le ministère annonce la suppression de 667 postes dans le premier degré au niveau national, ce qui se traduit par la perte de 85 postes dans notre académie. Cette nouvelle saignée intervient alors que les statistiques¹ de l'Éducation Nationale montrent que les classes françaises sont les plus chargées de l'Union Européenne.



Cette dotation a de quoi inquiéter dans notre école. Située dans le quartier du Haut-du-Lièvre à Nancy, les effectifs sont en baisse sensible ces dernières années. Mais cette baisse devrait être provisoire car elle s'explique par le plan de rénovation urbaine qui restructure le quartier depuis deux ans. Lors de la précédente rénovation du quartier, aucune classe n'avait fermé. Cette année, l'administration n'entend pas maintenir un poste pendant les travaux. Pour l'inspection, pas question de maintenir la stabilité de l'équipe ni d'améliorer le taux d'encadrement : nous sommes en-dessous du seuil, il faut fermer ! Peu importent les conséquences de la perte de moyens sur les dispositifs pédagogiques comme les décroisements, mis en place pour favoriser l'oral, développer la culture humaniste et scientifique et habituer les élèves à l'intervention de plusieurs enseignant.e.s... des objectifs qui nous semblent encore plus nécessaires qu'ailleurs en REP+ .

Pour les collègues et les parents, cette fermeture est inacceptable. Comment encore renoncer à un moyen quand on est déjà à l'os ? Notre école est considérée comme trop bien dotée alors que plusieurs fermetures sont déjà intervenues ces dernières années, que le RASED, incomplet, n'a plus les moyens d'intervenir en CP et CE1, que les stages ne sont plus assurés, que notre temps de concertation est amputé, que les élèves sont réparti.e.s dans les classes quand leur enseignant.e est absent.e car il n'y a plus de remplaçant.e.s, que nous n'avons plus qu'une seule AESH pour accompagner 4 élèves... Et puis où est la justice sociale ? C'est aux enfants les plus pauvres qu'on veut retirer une enseignante ! En effet, notre école, classée REP+, possède l'IPS le plus bas de l'académie.

UN BLOCAGE POUR UN SAUVETAGE

Le matin du lundi 30 janvier, à la veille d'une mobilisation nationale contre la réforme des retraites, les parents d'élèves de l'école se mobilisent contre la fermeture de la classe.

Réunis en assemblée dans la semaine, les parents d'élèves ont décidé le blocage de l'école pour dénoncer la dégradation du service public. Sur les pancartes on peut lire : « Nos enfants ne sont pas des moutons, arrêtons de les compter », « Oui à l'égalité, non à la misère sociale » ou encore « Une classe en moins, des échecs en plus ». Les élèves, quant à eux, improvisent une manifestation et scandent « Non aux fermetures de classe ! ».

LUTTE DE CLASSE

Cette action permet aux parents d'obtenir un rendez-vous avec l'IEN et le DASEN adjoint pour plaider notre cause. Mais alors qu'elles pensaient pouvoir argumenter et être entendues, les quatre mamans mandatées décrivent une entrevue dont elles ressortent écoeurées, ressentant tout le mépris et la condescendance de nos chef.fe.s.

Le matin du vendredi 2 février, les parents d'élèves sont rejoints par les personnels qui se mettent en grève et ferment l'école. La lutte continue !

Usagers et agent.e.s du service public nous descendons à la préfecture afin de faire entendre notre voix pendant la tenue du Conseil Départemental de l'Éducation Nationale.

Bien décidé.e.s à empêcher la fermeture d'une classe de l'école, nous nous réunissons pour manifester devant les grilles de la préfecture, armé.e.s de drapeaux Sud Education, banderoles, pancartes et slogans.

Mais en fin de matinée, la nouvelle tombe : comme les autres écoles en lutte dans le département, nous perdons notre classe. Derrière la communication du ministère, la réalité c'est l'austérité et la casse du service public !

Si, cette fois, notre combat n'a pas payé, continuons à réclamer des moyens à la hauteur des besoins de nos élèves : des enseignant.e.s en nombre suffisant, des RASED complets, l'augmentation du nombre de postes de remplaçant.e.s, le recrutement d'AESH permettant une véritable inclusion...

Ces demandes ne sont qu'à la hauteur de l'ambition que nous portons à nos élèves. Nous souhaitons effectuer nos missions avec tout le respect qui leur est dû et comme nous souhaiterions être respecté.e.s.

1. L'Europe de l'éducation en chiffres 2022 (Publication DEPP), <https://www.education.gouv.fr/media/119773/download>.

La pensée de Bruno Latour

Bruno Latour décédé en octobre dernier, proposait d'accompagner la réflexion écologique en modifiant notre manière de regarder le monde où nous vivons.

Agrégé de philosophie, Bruno Latour part comme coopérant en Côte d'Ivoire où il est choqué par l'utilisation de l'anthropologie de manière asymétrique, celle-ci vise à décrire les autres, les primitifs, les premiers, mais ne produit rien sur notre monde « moderne ». Il décide d'utiliser les outils de description anthropologique pour étudier notre monde, ce qu'il appelle l'**anthropologie symétrique**. Le but n'est pas d'étudier le folklore, les restes de traditions, comme cela est couramment fait, mais plutôt d'étudier ce qui est au cœur de notre société moderne, ce sur quoi et par quoi elle tient : la science, le droit, la religion.

Pendant les années qui suivent, il réalise des descriptions approfondies des lieux de production de sciences ou de droit, comme des laboratoires de pointes aux Etats Unis, le laboratoire Pasteur en France ou le Conseil d'Etat. Il cherche alors à expliquer (par la description) de quoi a besoin un laboratoire pour produire de la science et ainsi décrire tout ce qui permet de créer les énoncés scientifiques. Cette approche constructiviste lui a longtemps valu d'être mis à l'écart en France car on le considérait, à tort, comme relativiste. Il a finalement été plus reconnu dans le monde anglo-saxon qui acceptait mieux son approche « pragmatique ».

La notion de « moderne » est au cœur de son travail. Il nomme ainsi notre société, qui se pense indépendante des croyances, des symboles, qui se considère libre, dans un mouvement vers un progrès constant, et qui sera petit à petit rejoint par les autres. Dans son livre « nous n'avons jamais été moderne », il énonce à quel point nous ne sommes pas dans un tel monde.

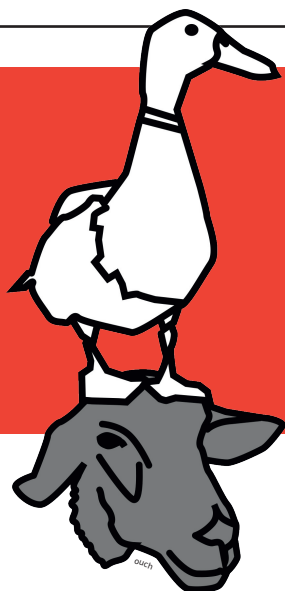
A la manière de Philippe Descola, Bruno Latour cherche à réfuter la dénomination culture / nature, qui vient de cette société moderne qui a mis à distance ce dont elle vivait. Il invite à changer profondément notre regard sur notre société. Il se rapproche aussi de l'auteur de « l'hypothèse Gaïa », James Lovelock, qui voit l'humain comme un maillon, en interaction permanente avec les vivants avec lesquels il fait système.

Bruno Latour n'utilise pas les catégories et les concepts, qui séparent en domaines, qui simplifient le monde et le rendent distant, il préfère un mode de description de ce que les gens font, ce qu'ils utilisent, ce dont ils ont besoin pour fonctionner. Ce travail de description est actuellement en cours et était pour lui un préalable à la pensée.

Dans un de ses derniers livres (Où suis-je ?), il oppose les humains « modernes » et le monde des termites qui est un monde d'interrelations entre tout, dans lequel on ne peut pas séparer l'économie, du social, du technique.... Il nous invite, dans ce livre, à changer de regard, comme si nous quittions le monde segmenté, irréel (et irréaliste) des modernes pour observer le monde réel, relié et interdépendant des termites.

Pour lui, la pensée écologique, est encore à construire (ce qu'il développe dans son dernier livre : Mémo sur la nouvelle classe écologique), elle doit se doter d'un langage qui ne soit pas **piégé** mais qui puisse décrire le monde **où l'on vit et celui dont on vit**. C'est certainement une des raisons pour lesquelles il n'emploie pas les mots de la pensée économique : "capitalisme", "décroissance".....

Le passage par la description permet de ne pas laisser les modernes se définir par ce qu'ils disent mais plutôt de décrire la société qu'ils ont construite, à travers leurs actions et leurs interactions entre humains mais aussi avec les non humains qui font parties intégrantes de leur vie (animaux mais aussi végétaux, objets)... Selon lui, ce n'est que par ce travail de description qu'il nous sera possible d'enfin décrire fidèlement les territoires où l'on vit et dont on vit, ce qui pourrait nous permettre de commencer à négocier avec les autres, les non humains pour définir des territoires viables pour tous.



éducation
sud
Lorraine

Info
LE CANARD DES BREBIS
NOIRES

VIS MA VIE DE TZR APPELÉ-E À REMPLACER DERRIÈRE UN ÉCRAN

Mail du rectorat, 8 mars :

Bonjour M ██████████ ██████████,

Nous avons une situation particulière au Collège ██████████ à ██████████ dans la Meuse.

Madame ██████████ est absente depuis le 01 09 2023 jusqu'au 21 06 2023 pour raison de santé.

Nous n'avons pas de TZR dans cette zone de remplacement .

Un contractuel a été en poste jusqu'au ██████████ décembre 2023 (*sic*) et depuis le 03 01 2023 les élèves n'ont pas eu d'enseignement en Histoire Géographie.

Vous êtes un TZR hors zone et je souhaiterai savoir si vous pouviez effectuer ce remplacement en distanciel.

Vous trouverez ci-joint l'EDT et les niveaux des classes.

En vous remerciant par avance de votre retour.

Bien cordialement

Réponse du 8 mars :

Bonjour M ██████████ ██████████,

J'ai bien pris connaissance de votre demande et je vous remercie d'avoir pensé à moi.

Je ne pourrai cependant pas effectuer ce remplacement, les prérequis d'un enseignement dans de bonnes conditions n'étant pas réunis.

J'estime n'être pas en capacité de me conformer au référentiel de compétences des personnels d'éducation dans ces conditions, notamment pour "connaître les élèves", "prendre en compte la diversité des élèves", "accompagner les élèves dans leur parcours de formation", "coopérer au sein d'une équipe", "coopérer avec les parents d'élèves", "mettre en œuvre et animer des situations d'enseignement et d'apprentissage prenant en compte la diversité des élèves", "organiser et assurer un mode de fonctionnement du groupe favorisant l'apprentissage et la socialisation des élèves"...

La question de la responsabilité se pose également. N'étant pas dans la classe, je ne peux pas assurer la sécurité de ces élèves.

De plus, quand bien même ces considérations d'éthique professionnelle seraient absentes, les conditions matérielles, tant dans ma zone (connexion internet capricieuse), que chez moi et dans mon RAD (matériel informatique vieillissant et d'une lenteur à mettre les nerfs à vif), et, d'après mon expérience des établissements ruraux, sans doute à Montmédy également, ne sauraient permettre l'enseignement à distance.

Pour toutes ces raisons, je souhaite vous suggérer de plutôt demander la création d'un poste de TZR dans cette zone, seule solution viable pour des remplacements qui semblent compliqués à assurer.

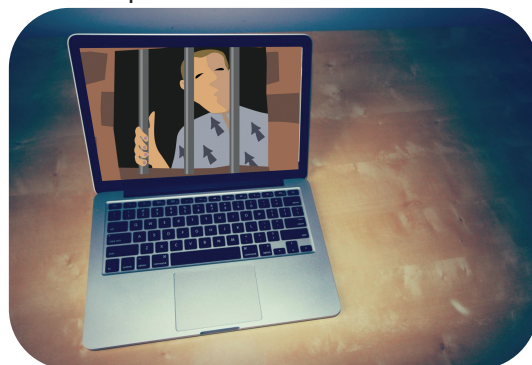
Je profite de cette occasion, tout en sachant que ce n'est pas de votre ressort, pour insister sur une revalorisation du statut d'enseignant, qui commence par la rémunération. Peut-être qu'une meilleure considération permettrait de conserver les contractuel·les sur l'année, et pousser plus de personnes à passer les concours.

Cette situation illustre les limites des directives du recteur ainsi que du ministère. Chercher à rogner sur les coûts de fonctionnement avec des bouts de ficelle ("brigades numériques de remplacement", favoriser les embauches de contractuel·les par rapport à l'ouverture de postes moins précarisés...) ne peut fonctionner dans la réalité des faits, et est préjudiciable pour les élèves.

Je reste à votre disposition pour toute demande complémentaire.

Bien cordialement,

Depuis, pas de nouvelles.



"POLICE ! WE'RE TAKING THE PLACE !"

Le cri est poussé à 1h20 dans la nuit du 28 juin 1969, à l'entrée du Stonewall Inn, une taverne dans Greenwich Village, au sud de Manhattan à New York. "Police ! On prend possession des lieux !" Les raids de ce type sont monnaie courante à l'époque. Les personnes qui ne rentrent pas dans la norme cis-hétérosexuelle sont alors considérées comme des *freaks* : des anomalies de la nature. Les bars gays et lesbiens de l'époque sont secrets, et tentent de passer sous les radars. La procédure habituelle consiste à aligner tou-tes les client-es contre le mur, "vérifier leur sexe", et lorsqu'une personne "identifiée" par la police comme homme se trouve habillée en femme, elle se fait embarquer. Cette nuit-là, cependant, des client-es refusent de donner leurs papiers d'identité. La police décide alors de les embarquer.

La situation se tend alors que des policiers procèdent à des attouchements sexuels sur des clientes lesbiennes lors de leur fouille. En attendant les renforts venus chercher l'alcool saisi, les personnes qui ne sont pas arrêtées sont relâchées. Au lieu de rentrer chez elles cependant, elles restent devant l'établissement, bientôt rejointe par une foule venue des bars LGBT voisins, et de travailleur-ses du sexe (TDS). Quelques coups sont échangés, la foule rit de la police, chante, commence à jeter des pièces, puis des bouteilles de bière sur le premier camion qui est arrivé entre-temps.

La rumeur court qu'à l'intérieur, les client-es se font tabasser. La foule regroupe alors dix fois le nombre de personnes arrêtées. C'est après qu'une lesbienne ait été matraquée, se soit échappée puis ait été rattrapée plusieurs fois que les choses dérapent soudain. Se tournant vers la foule, elle crie "mais pourquoi vous ne faites rien ?". Elle est soulevée de terre et jetée dans le panier à salade. Alors la foule devient violente. Lorsque cette dernière tente de retourner le camion, il détale, escorté de deux voitures de police. Les 10 à 20 policier-ères restant se barricadent dans le Stonewall Inn avec quelques personnes menottées, soudain seul-es face à une foule de 500 à 600 personnes. Les témoins qui raconteront ces événements diront que les premiers projectiles qui seront alors lancés sur le bâtiment (bouteilles, ordures, pavés, briques, puis ordures en flamme par les fenêtres) l'ont été par une ligne de front regroupant des TDS, des jeunes à la rue, des délinquants, une population parmi la plus méprisée et précarisée de ce quartier gay. Des personnes qui n'avaient que ce lieu comme espace abordable de sociabilité hors normes. Les renforts arrivent, écumant de rage que leurs collègues aient été forcés à la retraite face à des *fairies*, des "fées". Des coups sont échangés, la police forme une phalange et en face les personnes forment une ligne qui commence à danser le "cancan" (*kick line*). Après que les coups de matraque aient commencé à pleuvoir, la foule se disperse en partie, et des courses-poursuites ont lieu, avant que vers 4h du matin, les rues soient globalement vidées.

La nuit suivante, les émeutes reprennent. De nouveau, les personnes les plus précaires sont les premières à frapper, rejointes par des "provocateurs" détestant la police¹, badauds, touristes... des milliers de personnes affluent. Pour la première fois, des centaines de personnes sont ouvertement elles-mêmes. De nouveau, des feux sont allumés, des courses-poursuites ont lieu.

Cette riposte face à un autoritarisme d'État marqué d'impunité et de LGBTphobie, s'il ne s'agit pas du commencement de la lutte LGBTQIA+, est un jalon important de l'établissement d'une identité commune, d'une identité de lutte. Des collectifs vont se multiplier à la suite de ces événements, d'abord aux États-Unis puis essaieront dans d'autres pays.

Il sera célébré comme un anniversaire, puis par une parade, dans des villes de plus en plus nombreuses jusqu'à aujourd'hui, y compris dans des pays où il reste extrêmement dangereux de s'exposer en tant que "déviant" par rapport à la norme cis-hétéro. **Les prides sont des événements par essence politiques.** Cependant, cela peut être le moyen pour une ville de s'acheter à peu de frais une image progressiste. Si d'un côté cette image permet de visibiliser les combats LGBTQIA+, les associations qui s'y associent sont parfois relativement dépolitisées, voire pénétrées de réformisme "apolitique", ou pire². Face à cela, on voit fleurir depuis quelques années des "prides radicales" qui sont l'expression d'une volonté de repolitisation des questions d'identité et de genre, en y incluant des thématiques intersectionnelles : l'antiracisme, l'antifascisme, l'anti-autoritarisme. Un exemple de cette repolitisation est le refus d'inclure des policier-ères dans le cortège³, alors même que c'est de la lutte contre la police qu'est née la pride.

Depuis les années 2000, les grandes marques s'approprient les couleurs de l'arc-en-ciel lors du mois de juin, pour "marquer leur soutien aux luttes LGBTQIA+". Bien qu'il puisse être important de se sentir visibilisé-es, les firmes transnationales en profitent elles-aussi pour s'acheter une image progressiste dans un processus surnommé le "pinkwashing", permettant au passage un exercice de communication capitalisant sur l'oppression LGBTQIA+.

Ce processus ne s'applique pas uniquement aux marques. Ainsi, la worldpride de 2005 se tenait en Israël. La volonté de mettre en avant des idéaux démocratiques inclusifs se heurtaient à la réalité de l'oppression palestinienne qui perdure jusqu'à ce jour.

Ce mois-ci, c'est le mois des Fiertés. Le combat continue. La police reste homophobe dans ses propos⁴, et protège l'extrême-droite réactionnaire comme Zemmour à Nancy en avril. Les agressions LGBTQIA+phobes restent trop nombreuses, encouragées par des "influenceur-euses" comme Papacito. Face à la réaction, tenons le pavé, et restons fier-ères et vénèr'!



1. <https://excerpts.numilog.com/books/9782898330667.pdf>

2. https://www.instagram.com/p/CQQ1f_pgqx9/?igshid=MzRlODBiNWFlZA==

3. <https://tetu.com/2021/06/03/paris-gay-pride-2021-flag-police-marche-fiertes/>

4. https://www.libération.fr/societe/police-justice/enregistrements-sonores-accablants-les-policiers-de-la-brav-m-identifies-20230327_AHS6UWI2BNFILHL6DL4DRCKR6Y/; <https://www.nouvelobs.com/societe/20210226.OBS40695/propos-homophobes-d-un-policier-ai-pense-aux-lgbt-a-qui-l-on-dit-de-ne-pas-avoir-peur-de-la-police.html>

LA SÉCURITÉ, PREMIER DES PRÉTEXTES AUTORITAIRES



Depuis un garde des sceaux sous Giscard, à Manuel Valls, en passant par Jean-Marie Le Pen, une formule revient sans cesse, sous des formes variées, dans la bouche ou les affiches des politicien·nes : « *La sécurité [est la] première des libertés* »¹. Ce mariage du lapin et de la carpe pourrait faire oublier qu'à force de surenchère sécuritaire, chacun·e pourrait vite se retrouver avec une équipe d'enquêteur·ices aux abois dans la poche.

En 2021 était votée la loi dite « **sécurité globale préservant les libertés** ». L'accent placé sur la **préservation** des libertés montre que les deux notions ont du mal à cohabiter. Et pour cause ! les modifications légales apportées étaient principalement les suivantes : le droit de **port d'armes** hors de leur service (en civil donc) pour les policiers dans les lieux publics ; « l'accès facilité à des moyens technologiques » pour les forces de l'ordre, comme les **drones** (utilisés notamment à Strasbourg dans les manifs du mardi 6 juin), les « **caméras-piétons** » (généralisées au 1er juillet 2021, voir illustration), les images de **vidéosurveillance** ; l'extension aux agents de **police municipale** de certaines prérogatives jusqu'ici réservées aux officiers de police judiciaire (**OPJ**) ; l'extension des prérogatives et de protection des **agents de sécurité privés** (en prévision de la coupe du monde de rugby et des Jeux olympiques)². On cherche encore où en est la préservation des libertés.

Dans la même veine, les libertés individuelles risquent d'être encore rabotées puisqu'il est question d'insérer dans la **loi d'orientation et programmation du ministère de la justice 2023/2027** des éléments qui favoriseront les **perquisitions de nuit**, ainsi que « **l'activation à distance de tout appareil électronique** dont les téléphones portables en vue d'une **captation de son et d'image** » : sans que vous ne le sachiez, la police pourrait vous écouter, voir ce qui se passe sur vos écrans, mais également votre bonne bouille de citoyen·ne « libre » et « en sécurité »³... Le bonheur !

Rappelons que la chasse aux militant·es, que ce soit écologistes (ZADistes par exemple), antifascistes ou encore anti-autoritaires (très récemment sur Metz perquisition chez un·e militant·e, placé en garde-à-vue... à Paris⁴), s'appuie sur ces mesures liberticides qui semblent ne connaître aucune limite. Derrière le flou de supposée « association de malfaiteurs », les gardes-à-vues s'éternisent. En parallèle, les moyens ont été rognés sur la lutte contre la fraude fiscale : 9000 postes supprimés entre 2017 et 2021, dont 1600 contrôleur·ses fiscales⁵.

Les présidences Macron marquent un pas de plus dans la promulgation de lois à caractère (vocation ?) liberticide.

Si par malheur l'extrême-droite prenait, dans les années qui viennent, les rênes en France comme elles l'ont fait ces dernières années en Italie, en Pologne, en Hongrie, en Autriche ou encore en Suède, l'extrême-centre macroniste, autoproclamé pourfendeur des extrêmes, lui aura déjà déroulé le tapis rouge.

1. <https://www.telerama.fr/medias/la-securite-est-la-premiere-des-libertes-de-le-pen-a-valls-la-formule-s-est-imposee-dans-le-debat-politique,134465.php>

2. <https://www.publicsenat.fr/actualites/non-classe/securite-globale-le-senat-vote-le-texte-apres-l-avoir-remanie-188147>

3. <https://www.avocatparis.org/communiqué-du-conseil-de-lordre>

4. <https://www.republicain-lorrain.fr/faits-divers-justice/2023/05/25/un-militant-antifa-interpelle-chez-lui-a-metz-place-en-garde-a-vue-a-paris>

5. <https://www.tf1info.fr/societe/lutte-contre-la-fraude-fiscale-1600-postes-de-contrôleurs-supprimés-depuis-2017-2259366.html>

MA PREMIÈRE ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Jeudi 25 mai, 8h57, Bruyères, quelque part dans les Vosges

Questions posées par mon cerveau, en boucle : est-ce que j'ai bien fait de venir ? Est-ce que j'ai ma place ici ? Il n'y a personne encore, est-ce que c'est bien là ?

Oui, ce jeudi 25 mai, je vais participer à ma première AG SUD Educ Lorraine. Syndiquée, je l'ai longtemps été, à l'IUFM d'abord. Et puis le syndicat a pris des positions qui ne me convenaient pas, je suis partie... En me disant que c'était important d'être syndiquée, qu'il faudrait que je regarde ailleurs, et les années sont passées. Et le métier a évolué...

Alors c'est devenu une évidence : non seulement j'allais me syndiquer de nouveau, mais en plus essayer de m'impliquer dans la vie du syndicat. En votant pour eux aux élections pro, en en parlant autour de moi, en allant aux stages, et en participant aux AG. Pour le stage l'opportunité s'était déjà présentée en octobre et j'avais été plus qu'enchantée de ce que ces deux jours avaient pu m'apporter. Pour les AG, ça tombe bien, Bruyères c'est pas trop loin de chez moi et en plus je peux faire du covoiturage avec un collègue qui ne travaille pas loin.

8h59 : quelqu'un arrive, ah oui, lui je le reconnais, il était au stage écologie en octobre, je suis au bon endroit, c'est déjà ça. Mais est-ce que je vais quand même servir à quelque chose aujourd'hui, dire ou faire quelque chose d'intelligent, d'utile ? Parce qu'en fait à part être adjointe en école primaire et bien je ne vois pas trop ce que je pourrai apporter.

Finalement tout le monde arrive, on installe la salle, la journée commence ! Tour de table... PE, PLP, remplaçants, titulaires, AESH, il y a du monde, d'un peu partout en Lorraine. Il y a des problèmes : au collège, au lycée, du racisme, du sexisme, du mépris... La matinée se passe, on passe une petite partie de l'ordre du jour en revue, c'est dense. Je ne pensais pas !

Arrive l'heure du repas, convivial, au soleil, on en profite, et on continue d'échanger sur nos postes, notre environnement de travail, nos actions locales, les sujets d'actualité : les retraites, le SNU, le lycée pro. C'est vraiment intéressant cet échange : entre ma petite école rurale d'un fond de vallée vosgienne et un lycée mosellan, ce n'est pas le même monde mais on a tellement de points communs ! Cette journée, ce repas remplissent un rôle essentiel à mes yeux finalement : partager, échanger sur tout et rien. Ce qu'on demande à notre IEN et nos CPC depuis des années mais « ils n'ont pas le temps » « ils n'ont pas de remplaçants »...

Retour pour une après-midi de travail encore bien chargée, l'ordre du jour est encore conséquent. On se partage le boulot pour réfléchir, déterminer les orientations du syndicat, on parle du congrès, les minutes défilent et on arrive finalement au bout de la journée !

17h : je n'ai pas vu la journée passer ! Par contre je suis certaine d'une chose : je ne sais pas si moi j'ai apporté quelque chose à cette journée, mais en tout cas j'en repars enrichie, et avec une certitude : chaque adhérent·e à sa petite pierre à apporter, même s'il ne pense pas être important, iel est une brique essentielle de la vie du syndicat. A travers ellui, nous défendons nos conditions de travail, notre environnement, nous nous battons en tant que professionnel·les pour l'avenir de nos élèves, de nos enfants, de nos petits-enfants... Notre participation aux AG, congrès, formations syndicales est un droit, gagné par nos aïeux : si nous voulons le conserver, il faut l'utiliser. Une chose est certaine, chacun·e y a sa place et on pourra compter sur moi dorénavant !



PRIDE RADICALE À METZ : POURQUOI ET COMMENT

TRIBUNE

Une pride radicale est organisée en parallèle de la pride "officielle" de Metz. Pourquoi ?

Historiquement, l'association Couleurs Gaies est le lieu de sociabilité et d'organisation d'événements LGBT sur Metz. Son ancien président, Matthieu Gatipon-Bachette, a quitté son poste "en très bon termes" fin décembre 2022. Il a cependant été éjecté de celui de porte-parole de l'inter associative LGBT (regroupant une soixantaine d'associations) au même moment. Pour cause ? la "goutte d'eau" : un tweet alarmiste relayant le commentaire de Charlie Hebdo sur l'abandon du terme "laïcité" de la charte du planning familial.

La laïcité, c'est son dada. Quittant de fait les deux structures, il en rejoint une autre dans la foulée, d'une militance toute autre : l'Union des Familles Laïques. Axée sur "la défense des valeurs républicaines" et "la promotion du principe de laïcité", c'est une musique qui résonne particulièrement à nos oreilles de personnels de l'Éduc' nat'. Derrière des valeurs et des principes très généraux, il est possible de tenir des discours très différents, voire antagonistes¹. **C'est la différence entre une laïcité émancipatrice, permettant une indépendance face à l'Église, celle de 1905, et une laïcité jugulatoire, contrôlant les comportements des citoyen·nes et usager·ères des services publics (surtout des femmes, et focalisée sur leur tenue), celle de 2004.** On n'entend pas la même chose entre les deux, et les personnes qui défendent la laïcité recouvrent tout un spectre, allant des idéaux de protection des citoyens face à l'ingérence de l'État à un cléricanisme partisan (contre les prières de rue musulmanes, mais défendant bec et ongles les crèches dans les mairies ou les processions pascales). Ce terme de laïcité est devenu un *dogwhistle* (un terme faisant "appel du pied") pour une large partie de l'extrême-droite. Même Éric Zemmour en est allé de son interprétation² lors de la présidentielle. Lorsque l'ancien président de l'association s'exprime, c'est Valeurs Actuelles qui lui ouvre ses colonnes.

Si le départ du président de Couleurs Gaies en décembre s'est fait sans heurts, il n'en est pas de même pour le départ de nombreux·ses militant·es un an et demi plus tôt. À cette période, le débat est ailleurs : Mila, une adolescente lesbienne, subit une vague énorme de cyberharcèlement, suite à des propos racistes³. Si le cyberharcèlement (allant jusqu'à des menaces de mort et de viol, et des insultes lesbophobes et putophobes, la divulgation d'informations personnelles comme son adresse personnelle) est à juste titre condamné unanimement, y compris par Couleurs Gaies, les propos de Mila divisent. Pas à droite, où Enthoven comme Philippot y vont de leur soutien inconditionnel, mais à gauche, les propos racistes, mâtinés de grossophobie, transphobie, validisme, enbyphobie, et transmis par des canaux d'extrême-droite (Bellica, Le Point) posent question. D'autres éléments pousseront des personnes proches de l'asso vers la sortie, comme l'utilisation sans demander l'autorisation ni donner le crédit d'œuvres d'art par l'association (lors du Salon du livre LGBTQI+ de Metz notamment). On peut noter aussi la collaboration de CG avec FLAG, l'asso LGBT des personnels du ministère de l'Intérieur... voir p5 pourquoi c'est inacceptable ! Ajoutons encore la proximité avec Osez Le Féminisme, qui tient des propos putophobes, transphobes et enbyphobes...



L'accumulation de ces éléments a mené un grand nombre d'adhérent·es à quitter l'association, et monter divers projets. La pride radicale est l'un de ces projets.

Et le *comment*, alors ?

Facile ! Pour rejoindre la Pride radicale, RDV à 13h colonne Merten, à Metz, le 17 juin !

1) <https://www.cairn.info/revue-la-pensee-2015-3-page-13.htm>

2) <https://www.lefigaro.fr/vox/societe/eric-zemmour-seule-l-assimilation-permet-la-laicite-20210428>

3) « Je réponds en toute simplicité que les Arabes et les Noires ne sont pas spécialement mon genre et qu'elles ne m'attirent pas physiquement. »